

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 29 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TRAVAUX PUBLICS LAURENT GUIBAUDET

17 RUE DES CHARMOTTES
70180 Dampierre-sur-Salon

Références : UID257090/SPR/ES/LB 2022 - 0829B
Code AIOT : 0005901805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement TRAVAUX PUBLICS LAURENT GUIBAUDET implanté Les Orgevaux Buisson des Lorgeolles 70180 DAMPIERRE SUR SALON. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitation de cette carrière est autorisée au travers de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2000 pour une production moyenne de 35000 tonnes de granulats calcaires (50000 tonnes/an maxi) et sur une durée de 20 ans. La durée d'exploitation a été prolongée de 10 ans au travers de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 2 juin 2021. L'échéance de l'autorisation d'exploiter est fixée au 26 juin 2030.

Dans le cadre de l'action nationale relative à la gestion des déchets inertes d'extraction, un questionnaire a été préalablement adressé à l'exploitant en vu de communiquer à l'Inspection les informations concernant la nature des stocks de déchets d'extraction de la carrière et le dernier plan de gestion des déchets.

En réponse, l'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets relatif à la gestion des déchets inertes d'extraction. Ce document a été mis à jour en mars 2022.

L'objectif de cette inspection est la vérification de la cohérence des éléments communiqués par l'exploitant avec la situation réelle de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAVAUX PUBLICS LAURENT GUIBAUDET
- Les Orgevaux Buisson des Lorgeolles 70180 DAMPIERRE SUR SALON
- Code AIOT : 0005901805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière exploitée par la société TP Laurent GUIBAUDET alimente le secteur de Dampierre sur Salon en granulats calcaires pour la réalisation de chantiers de travaux publics, terrassement, voirie et réseaux divers. L'exploitant exerce également une activité de recyclage de matériaux inertes sur le site de la carrière, afin de répondre aux problématiques locales de gestion des déchets inertes de chantiers de démolition ou de travaux publics.

L'inspection a concerné les zones susceptibles de présence de déchets inertes d'extraction (carreau de la carrière et une partie de la périphérie du site).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets inertes d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2000, article 24	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 02/06/2021, article 2	/	Sans objet
12	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/06/2021, article 3.2	/	Sans objet
14	Géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 27/06/2000, article 18.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

IL a été constaté que la gestion des terres et stériles d'extraction du site est conforme aux informations mentionnées dans le plan de gestion des déchets inertes de l'exploitant. Les stériles d'exploitation sont utilisés pour le réaménagement du site et les terres et plaquettes de découverte sont stockées sous forme de merlon en périphérie du site.

En revanche, l'exploitant ne met pas à jour annuellement son plan d'exploitation contrairement aux disposition réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Les stériles d'exploitation sont stockés contre le front Sud du site au fur et à mesure de l'extraction. Aucun autre stock de déchets inertes d'exploitation n'est présent sur la carrière. Il n'a pas été constaté la présence de déchets non inertes sur ce stock.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le stock de stériles ne présente pas d'indice d'instabilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le stock de stériles est situé contre le front de la partie Sud de la carrière. Le jour de l'inspection, aucun envol de poussières n'a été constaté. Concernant, les circulations d'eau, l'exploitant informe que celles-ci ne peuvent pas sortir de la carrière du fait de son exploitation en dent creuse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Les quantités de stériles générées par l'exploitation sont transmises à l'occasion de la déclaration annuelle de la production de granulats sur le site GEREP. En 2021, 1000 tonnes de stériles d'exploitation ont été produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le plan d'exploitation présenté le jour de l'inspection présente le talus de stériles d'exploitation. La visite de terrain montre que ce stock est situé à l'endroit présenté sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction a été mis à jour en mars 2022. Il présente une estimation des volumes générés au cours de l'exploitation de la carrière des terres végétales, stériles de décapage et ceux issus de l'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion de déchet précise la localisation des déchets inertes d'extraction. Les déchets sont situés en périphérie de la carrière sous forme de merlons. Cependant le PGD montre que des stocks de déchets inertes d'exploitation sont stockés sur le front Nord de la carrière contrairement à ce qui a été constaté lors de la visite de terrain (les stériles d'exploitation sont stockés contre le front Sud du site).
Observations : L'exploitant devra mettre à jour le plan de situation des stocks de déchets d'extraction présenté dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes d'exploitation présente les effets des différents stocks sur l'environnement et le cas échéant les mesures de prévention et de surveillance associées. Pour prévenir les envols de poussières, le PGD indique que les stocks d'inertes utilisés pour le réaménagement sont végétalisés. Il a été constaté que les stocks d'inertes sont recouverts par une végétation spontanée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : La mesure de surveillance indiquée dans le PGD concernant les eaux de ruissellement sur les stocks prévoit une vérification par l'exploitant du confinement des eaux à l'intérieur du site lors des épisodes de fortes pluies. A ce sujet, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de surveillance particulière de sa part lors de ces épisodes car la carrière étant exploitée en dent creuse, aucune sortie d'eau du site n'est possible. Il y a une incohérence sur ce point entre le PGD et les actions de surveillance réellement exercées sur le terrain.
Observations : L'exploitant doit assurer la cohérence entre la mesure de surveillance indiquée dans le PGD et la surveillance réellement exercée, par une mise à jour le cas échéant du PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Les zones de remise en état du stock d'inertes de la carrière sont illustrées dans le PGD. La remise en état est en cours de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La production annuelle moyenne est de 35 000 t/an. La production annuelle maximale est de 50 000 t/an.[...]
Constats : La production est déclarée chaque année par l'exploitant sur le site GEREPE. Celle concernant les années 2020 et 2021 est inférieure à la production moyenne annuelle autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Le montant de référence des garanties financières devant être constituées [...] doit être au moins égal à : - Phase 1 (jusqu'au 06/2025) : 140 929 €[...]
Constats : L'exploitant a présenté un acte de cautionnement relatif aux garanties financières. Cet acte montre que des garanties financières sont constituées pour la période comprise entre le 26/07/2021 et le 26/07/2025 et pour un montant de 144 363 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2000, article 18.4
Thème(s) : Autre, Largeur des banquettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une banquette d'une largeur minimale de 5 mètres doit être aménagée au pied de chaque gradin atteignant au plus 15 mètres.
Constats : La visite de terrain montre la présence d'un seul gradin. Aucune banquette n'est constituée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2000, article 24
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. L'exploitant doit le tenir à disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le plan d'exploitation présenté lors de l'inspection a été mis à jour en 2020 d'après l'exploitant. En outre, les cotes d'altitude indiquées sur ce plan sont illisibles. L'exploitant n'effectue pas de mise à jour annuelle du plan d'exploitation. La prescription n'est pas respectée. L'exploitant adressera à l'Inspection des installations classées un plan d'exploitation mis à jour sous un délai de 3 mois.
Observations : Les cotes altimétriques du plan présentées sur le document numérisé (PDF) sont illisibles. Une amélioration sur ce point s'avère nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet